



Pays/REGION Right2Grow


MALI

Partenaire responsable

Groupe de Suivi Budgétaire

Titre de l'activité :

La mobilisation des ressources en faveur de la nutrition et du WASH dans certaines communes suite aux actions de plaidoyer menées par les CVC à travers la dynamique Right2Grow

À quel objectif ou à quel chemin de la théorie du changement du pays cette activité est-elle liée ?

- Encourager les communautés à solliciter et investir dans les services sociaux fondamentaux, tout en intégrant les bonnes pratiques en matière de nutrition et d'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA). Cela sera réalisé en collaborant avec des partenaires du secteur privé pour surmonter les obstacles.
- Renforcer l'efficacité des Organisations de la Société Civile (OSC) représentatives et autonomes dans leur action en faveur de la nutrition et de l'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA). Cela se fera par le biais d'activités de plaidoyer visant à promouvoir le leadership et la bonne gouvernance pour prévenir la sous-nutrition.

Mots clés (#)

#Mobilisation #Ressource #Nutrition #Eau hygiène assainissement #actions #Plaidoyer #Comité de veille citoyenne #dynamique #Right2Grow

Durée approximative

Au moins 6 mois

Budget en EUR ou CFA

162 469,7 Euro

Contact

Bassidy DIABATE, Coordinateur du Groupe de Suivi
Budgétaire,

Email: diabateb2001@gmail.com ;

groupedesuivibudgetaire@gmail.com

Téléphone : 0022376 44 43 03

CONTEXTE

Le budget est une façon concrète et objective de mesurer l'engagement d'un gouvernement et le consensus national quant à la concrétisation du droit à l'alimentation, à l'Eau, Hygiène et Assainissement (WASH/ EHA). Une analyse budgétaire est donc essentielle pour évaluer les décisions gouvernementales d'affectation et de distribution de ressources limitées, tout en gérant des priorités concurrentes, et pour vérifier que des ressources adéquates sont attribuées aux droits de l'homme.

Malgré l'engagement politique de haut niveau visant la Nutrition et la WASH, ils demeurent sans lignes budgétaires dans le budget national, souvent justifié par l'adoption de l'approche programme – budget. Par ailleurs, le partage du budget WASH entre trois Ministères est un facteur majeur pour l'analyse budgétaire. En effet, il est très difficile de dissocier les budgets des différents sous-secteurs.

La Nutrition et la WASH découlent des politiques ou des stratégies nationales, il n'existe pas de lignes / crédits budgétaires liées à ces thématiques dans les budgets de l'État.

Le budget de la Nutrition est intégré dans celui du ministère de la Santé. L'EHA est à cheval sur 3 Ministères : le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau (Eau) ; le ministère de l'Environnement et du Développement Durable (Assainissement), et le ministère de la Santé (Hygiène publique). Le budget est affecté à l'EHA et chaque sous - secteur a son budget, mais l'eau et l'assainissement ont un budget commun. Donc, il n'existe pas d'inscription spécifique pour la WASH.

A travers cette opportunité d'analyse, les organisations de la société civile des communes se positionnent pour le diagnostic du budget de leurs communes, les étapes, les acteurs, leurs rôles et leurs responsabilités, la nomenclature budgétaire ainsi que les lignes budgétaires consacrées à la nutrition et à la WASH. Afin de faciliter le transfert de pouvoir pour mieux porter la voix de la communauté, des renforcements de capacité des organisations de la société civile/organisations communautaires de base ont été soutenus par Right2Grow pour leur permettre de prendre la main sur l'analyse budgétaire communale et le plaidoyer pour l'insertion d'une ligne budgétaire dans les Programmes de Développement Économique Social et Culturel (PDESC) et/ou l'augmentation des ressources affectées à la prise en charge de la nutrition et l'EHA.

JUSTIFICATION

Dans un premier temps, les besoins des organisations communautaires de base/organisations de la société civile se sont focalisés sur le renforcement de capacité en vue d'influencer le processus de préparation des PDESC (processus d'élaboration du plan de développement social économique et culturel et des budgets en faveur de la nutrition et de l'EHA).

C'est ainsi qu'une série de renforcements de capacité a été réalisée :

- Atelier de formation des Organisations de la société civile/Organisation communautaire de base (OSC/OCB) et les médias sur la planification et la budgétisation sensible au genre, du 25 au 27 Aout 2021 (6 000 Euros - 50 participants dont 28 des OSC, 09 non-résidents, 03 des services techniques et 10 de la presse, 17 femmes) ;
- Atelier d'élaboration des outils de collecte, d'analyse des données budgétaires et des dépenses sur l'EHA et la nutrition sur la base des recommandations de la formation sur la planification et la budgétisation sensibles au genre, en septembre 2021 à travers plusieurs étapes (Elaboration des pré-outils du 06 au 07/09, réunion d'examen des pré-outils du 09 au 10/09 et la rencontre de validation des pré-outils du 28 au 29/09) (5 000 Euros) ;
- Atelier de formation des OSC/ONG y compris les médias au niveau national en technique de suivi citoyen sur le budget de l'EHA et nutrition du 26 au 28 octobre 2021 (4 850 Euro - 41 participants dont 24 des OSC, 08 Régionaux, 03 des services techniques et 06 de la presse, 14 femmes. 5 jours (3jrs pour l'élaboration des modules (les 26, 27 et 28 octobre 2021) et 2 jrs de formation (les 24 et 25 novembre 2021))) ;
- Atelier de formation des organisations de la société civile et les ONG, en techniques de suivi citoyen y compris les outils sur le budget, le WASH et la nutrition à Bamako et dans les 6 cercles cibles de R2G du 21 avril au 13 mai 2022 (16 000 Euro - 184 participants, dont 46 femmes (127 des OSC/OCB, 19 des services techniques, 25 des élus, 13 de la presse)) ;
- Atelier de formation des OSC/OCB sur le plaidoyer et suivi budgétaire local et communal (6 cercles +Bamako) du 23 au 31 mai 2022 (18 000 Euros - 188 participants, dont 51 femmes (135 des OSC/OCB, 19 des services techniques, 18 des élus, 16 de la presse)).

Description de l'activité

Par la suite, le projet Right2Grow a soutenu les réunions d'interface, les échanges sur les processus budgétaires et les Comités communaux d'orientation, de coordination, de suivi des actions de développement. Ces cadres avaient successivement pour objectifs de renforcer la communication entre les OCB/OSC/médias/service technique/communauté/autres groupes marginalisés, renforcer les connaissances des OCB/OSC/médias/service technique/communauté/autres groupes marginalisés sur le financement l'EHA & nutrition et recueillir les données & les expériences (financement, opportunités, difficultés et actions d'atténuation) sur la qualité de la nutrition et la prestation des services de WASH.

Sur la base des compétences transférées, les OSC/OCB ont compris que le budget n'est qu'une prévision et non de la liquidité disponible. Ils se sont aussi engagés à appuyer la mairie dans le partage d'information, la sensibilisation des communautés à travers des séances d'information de masse dans le vestibule des chefs de village et/ou la radio de proximité pour le paiement des impôts et taxes en vue de l'augmentation du taux de mobilisation des ressources propres de la commune. Également, ils ont entrepris des études d'analyse budgétaire dans leur commune sur la nutrition et la WASH à travers deux (2) questions spécifiques à savoir :

- Quel est le budget réel alloué à la nutrition et WASH de 2019 à 2021 dans le budget de la commune ?
- Quel mécanisme pour insérer une ligne carrément nutrition et la WASH dans le budget de la commune ?

Les activités de collecte de données sur les budgets ont été intégralement assurées par les comités de veille citoyenne (CVC composés des OSC/OCB). Il s'en est suivi de la compilation de ces données et la production du rapport régional par les commissions régionales du GSB avec la participation des CVC. De plus, l'agrégation des rapports régionaux et la production du rapport global ont été assurées par la coordination nationale du GSB. Enfin, le rapport global a été restitué au niveau national assorti d'un plan d'action avec la participation des CVC, des maires, les ONG partenaires, les services techniques, les médias sous la présidence du représentant du ministre de l'Économie et des finances. Ces résultats ont servi d'argumentaire par les CVC pour non seulement les réunions d'interface et les échanges sur les processus budgétaires, mais aussi pour l'élaboration et la présentation des notes de plaidoyer en faveur de la nutrition et l'EHA dans les Comité communale d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement (CAOCSAD).

Objectifs	Changements attendus
<p>1. Renforcer les connaissances des OCB/OSC sur le processus, le suivi/analyse et le plaidoyer budgétaire dans la commune en faveur du financement adéquat de la WASH et la nutrition.</p>	<p>1. Les organisations de la société civile arrivent à comprendre le processus budgétaire (Elaboration, exécution et contrôle), à pouvoir suivre et analyser le budget de leur commune en vue d'avoir des évidences et enfin à pouvoir mener des actions de plaidoyer en faveur du financement de la nutrition et de la WASH.</p>
<p>2. Outiller les OCB/OSC dans la collecte des données de qualité/fiables en vue de les rendre efficaces dans le plaidoyer budgétaire basé sur les évidences.</p>	<p>2. Les organisations de la société civile/organisations communautaires de base disposent des outils et ont la capacité de collecter les données budgétaires de qualité en vue d'un plaidoyer budgétaire efficace basé sur les évidences.</p>
<p>3. Renforcer la communication/transparence entre les organisations communautaires à la base, les organisations de la société civile, les médias, les services techniques et les élus à travers les espaces soutenus par Right2Grow.</p>	<p>3. Les organisations de la société civile, les organisations communautaires à la base, les médias, les services techniques et les décideurs locaux arrivent à discuter entre eux sur les problèmes de la communauté et chercher des solutions locales.</p>
<p>4. Améliorer le taux de mobilisation des ressources propres à travers l'implication des OSC/OCB et à leurs actions de plaidoyer en faveur de la nutrition et l'EHA.</p>	<p>4. Les organisations de la société civile, les organisations communautaires à la base arrivent à sensibiliser les communautés et à améliorer le taux de mobilisation des ressources propres des communes.</p>

RESUME DES ETAPES CLES A SUIVRE POUR DES ANALYSES BUDGETAIRES OPTIMALES

- 1-Dans un premier temps, organiser des réunions d'interface et d'échanges sur les processus budgétaires en vue de faciliter la participation des OSC/OCB ;
- 2-Initier des séances d'information et de formation auprès des acteurs du développement local sur la thématique nutrition (spécifique, sensible et l'approche multisectorielle) car elle facilite l'engagement pour la mobilisation financière en faveur de la nutrition et WASH.
- 3-Organiser un renforcement de capacité des OSC/OCB sur le processus, suivi/analyse et plaidoyer budgétaire ;
4. Organiser un renforcement de capacité des OSC/OCB sur l'élaboration de note de plaidoyer ;
5. Organiser un renforcement de capacité des OSC/OCB sur l'élaboration de note de plaidoyer qui sera adressée aux autorités ;
6. Appuyer la tenue des espaces d'interpellation et de plaidoyer regroupant les différents acteurs du développement local (élus, administration, services techniques, autorités coutumières et OSC/OCB) ;
7. Enfin, participer aux échanges d'expérience interpays dans le but d'harmoniser les outils et améliorer les pratiques.



RÉSULTATS ATTENDUS

Le CVC conscient de son rôle de veille citoyenne a diagnostiqué le niveau de mobilisation des ressources propres dans la commune. À la suite du constat de faible mobilisation des ressources propres (11% en 2022), le Comité de Veille Citoyenne (CVC) a adressé une correspondance au Maire pour leur implication dans l'information et la sensibilisation des communautés dans leurs droits et devoirs civiques, particulièrement dans les paiements des impôts et taxes en vue du développement de la commune. En réponse, le conseil communal a donné l'autorisation au CVC à travers une lettre. C'est ainsi que le Comité de Veille Citoyenne (CVC) a procédé à une large information et sensibilisation des communautés (les conseillers communaux, les chefs de villages, les leaders communautaires, les représentants des associations ou organisations des femmes, des jeunes, les leaders religieux etc.) sur les avantages liés au paiement des Taxes de Développement Régional et Local (TDRL). Les actions du Comité de Veille Citoyenne (CVC) ont été déterminantes dans l'atteinte des résultats remarquables obtenus pour l'augmentation du taux de mobilisation des ressources propres (24% d'augmentation) et pourront contribuer à soutenir davantage la nutrition et l'EHA des enfants de moins de 5 ans. Le tableau ci-dessous présente la situation des montants recouverts :

Commune	Recette (F CFA)		Ecart	Performance
	1 ^{er} jan au 30 juin 2022	1 ^{er} jan au 30 juin 2023		
Marintoumania	4 425 000	5 500 000	1 075 000	Augmentation de 24%

Tout comme à Marintoumania, les communes de Diomatènè, Kignan, N'Golonianasso dans la région de Sikasso et celles de Sirakorola et Meguetan dans la région de Koulikoro ont engrangé des résultats

similaires à la suite des activités d'information et de sensibilisation des communautés pour le paiement des taxes et impôts en vue de l'augmentation du taux de recouvrement.

Dans la commune rurale de Kignan (cercle Sikasso, région Sikasso), le comité de veille citoyenne a pu mobiliser une centaine de kilogrammes de riz, du mil, du sorgho, du sucre auprès de la communauté (chefs de village) pour soutenir les activités de démonstrations culinaires organisées par l'Association de Santé Communautaire (ASACO) et le Groupe de Soutien aux Activités de Nutrition (GSAN) dans certains villages de la commune. Ce résultat est le fruit du partenariat entre le comité de veille citoyenne et les groupes ASACO et GSAN à la suite des activités d'information et de sensibilisation menées par le CVC depuis janvier 2023 sur l'importance de l'utilisation des produits locaux dans le cadre de la lutte contre la malnutrition des enfants de moins de 5 ans.

Dans la commune rurale de Sirakorola (cercle de Koulikoro, région de Koulikoro), le CVC a mené un diagnostic en lien avec l'EHA et nutrition dans les villages de la commune et dans certaines communes environnantes. C'est ainsi qu'il a fait le triste constat du niveau de prix élevé de l'eau à Sirakorola. Ce constat a permis au CVC d'interpeller les autorités locales en vue de la révision à la baisse du tarif unitaire de l'eau à Sirakorola.

Pour donner suite à cette interpellation, les autorités locales ont pris la décision de revoir le prix unitaire de mètre cube de 500 FCFA (0,76 €) à 250 FCFA (0,38 €) soit une diminution de 50%. Ce nouveau prix a permis à quarante (40) nouveaux ménages de faire la demande d'installation et d'en bénéficier. L'effort de plaidoyer du CVC a contribué à l'amélioration de la situation nutritionnelle et alimentation des enfants de moins de 5 ans à travers l'accès des ménages à l'eau potable.

De plus, dans la commune rurale de Meguetan, cercle et région de Koulikoro, le comité de gestion d'eau du village de Gouni a pu mobiliser 1 750 000 F CFA (2 667,86€) pour la réparation de la pompe de leur château d'eau communautaire en panne courant mars 2023 grâce aux actions d'information et de sensibilisation du CVC auprès de la communauté sur l'accès à l'eau potable. Les fonds mobilisés ont été mis à profit non seulement pour la réparation de la pompe mais aussi pour l'extension des adductions d'eau à des nouveaux ménages.

SUIVI DES RÉSULTATS

Le Groupe de Suivi Budgétaire (GSB) organise des suivis à travers les présidents des commissions régionales GSB qui apportent un appui continu aux OSC/OCB dans la mise en œuvre des activités des plans d'action des CVC en général et particulièrement celles relatives à l'accompagnement de la mairie à la mobilisation des ressources propres et au plaidoyer budgétaire en faveur de la nutrition et de la WASH. A cela s'ajoutent les missions de suivi ponctuel réalisées par la coordination nationale GSB dans certaines communes. Ces missions visent entre autres à :

- Collecter les résultats prouvant les changements ainsi que les preuves de la contribution de Right2Grow ;
- Recenser les difficultés rencontrées et les solutions proposées par les CVC dans la mise en œuvre de leur activité ;
- Définir les prochaines étapes.

Bonnes pratiques

1. Avoir des modules de formation adaptés aux niveaux des participants ;
2. Disposer de formateurs ayant la maîtrise des thématiques de formation et la capacité de transmission dans la langue locale
3. Utiliser les organisations communautaires de base (OCB) dans la collecte des données budgétaires favorise l'appropriation de l'approche par ces organisations
4. Amener les CVC à prendre conscience de leur rôle citoyen dans la sensibilisation pour la mobilisation des ressources pour le développement local.
5. Faire participer les autorités administratives et communales dans la restitution des résultats d'analyse budgétaire
6. Traduire les recommandations de l'étude en activités dans les plans d'action des comités de veille citoyenne
7. Dynamiser les espaces d'interpellation et de plaidoyer avec la participation des comités de veille citoyenne

Mauvaises pratiques

- Le volume des questionnaires de collecte de données budgétaires était long pour les Organisations Communautaires de Base.
- La durée de formation (2 jours) était courte limitant la compréhension des modules par les participants.
- La non formation des organisations communautaires de Base (CVC) sur les outils de collecte des données budgétaires a occasionné des difficultés de remplissage lors des collectes.

DÉFIS

- La faible compréhension de la nutrition par les acteurs (élus, services techniques et OSC/OCB) dans sa dimension sensible, spécifique et multisectorielle.
- La faible prise en compte des activités sensibles à la nutrition et de l'eau hygiène assainissement dans certains Programmes de Développement Social, Économique et Culturel (PDSEC) des communes ne facilite pas l'adhésion des décideurs à la mobilisation des ressources financières.

Recommandations

- Alléger le volume des questionnaires de collecte des données budgétaires afin qu'il soit d'usage facile par les OCB (CVC). Egalement, la participation des OSC/OCB à la conception des outils de collecte et d'analyse budgétaire permettrait une meilleure appropriation pour plus de durabilité.
- 1. Tenir compte d'une durée de formation idéale de 5 jours favorisant l'abord plus en détails de certains modules pour une bonne compréhension par les OCB (CVC).
- Prévoir une formation sur le remplissage des outils de collectes des données budgétaires aux OCB (CVC). Cela permet de minimiser les difficultés de remplissage.
- Initier des séances d'information et de formation auprès des acteurs du développement local sur la thématique nutrition (spécifique, sensible et l'approche multisectorielle) car elle facilite l'engagement pour la mobilisation financière en faveur de la nutrition et WASH.
- Veiller à la prise en compte de la nutrition sensible et d'eau hygiène assainissement dans certains programmes de Développement Social, Économique et Culturel (PDSEC) des communes. Cela facilite l'adhésion des décideurs à la mobilisation des ressources financières.

